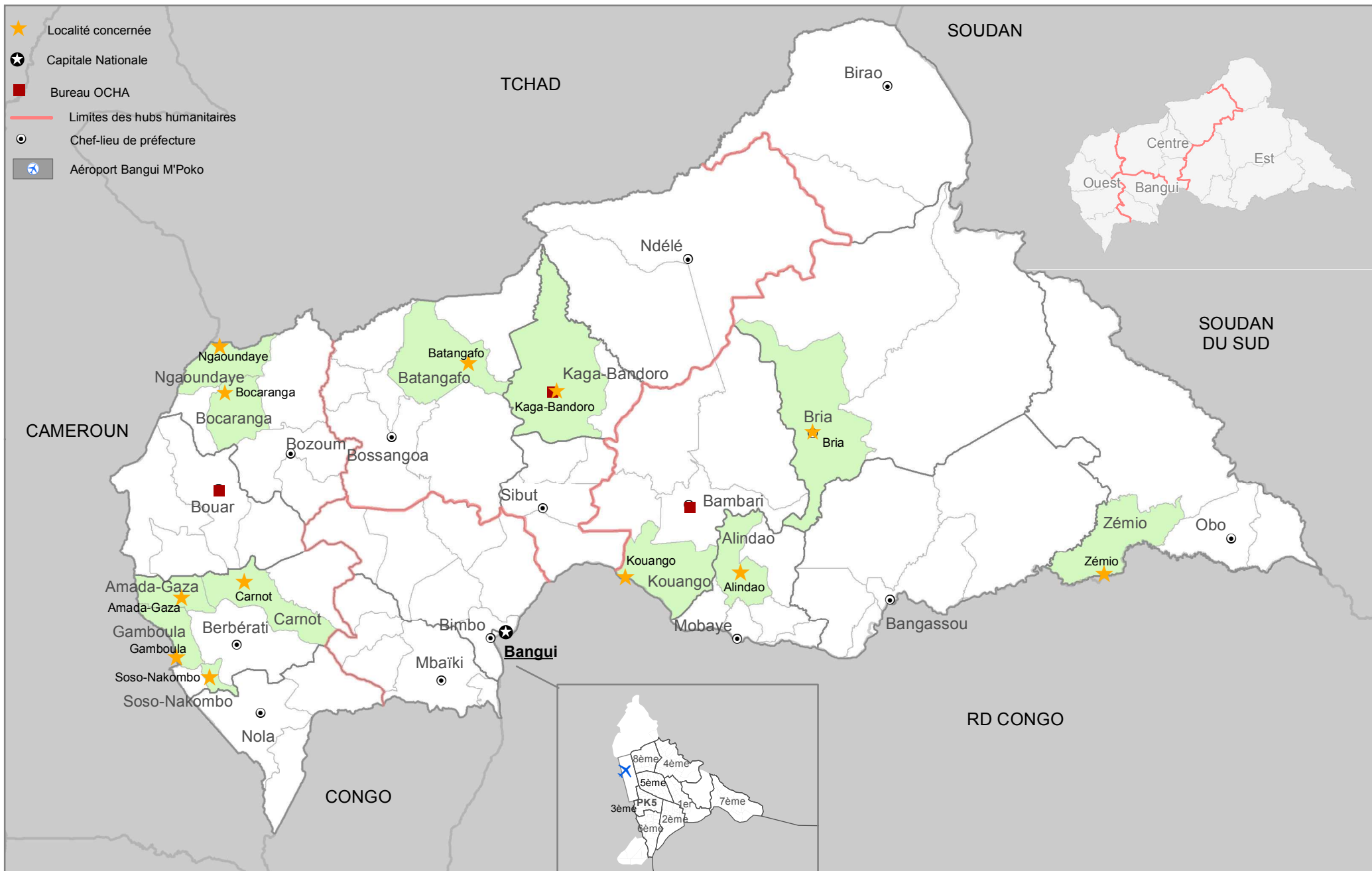


Zone	APERCU HUMANITAIRE du 14 au 20 août 2017	Période à venir Du 14 au 20 août
<p>Zone Centre</p>	<p align="center">Préfecture de Nana-Gribizi / Sous-préfecture de Kaga-Bandoro / Kaga-Bandoro</p> <p><u>Sécurité alimentaire</u> : Suite au remplacement du partenaire de distribution des vivres dans les sites des déplacés de Kaga-Bandoro, la gestion des listes des bénéficiaires reste un grand défi. Après une vérification des listes, un acteur humanitaire en partenariat avec le PAM a identifié 12678 personnes dans les 9 blocs du site de MINUSCA. Le 16/08/2017, un autre acteur humanitaire a débuté la distribution des vivres à ces PDI pour une ration de 15 jours. Des réclamations ont surgi et ont provoqué le blocage des activités de distributions en faveur des PDI du bloc 2 et des menaces de pillage par des groupes armés et jeunes sur les bénéficiaires des vivres demeurent de grandes difficultés.</p> <p align="center">Préfecture de l'Ouham / Sous-préfecture de Batangafo / Batangafo</p> <p><u>Sécurité alimentaire</u> : Depuis les affrontements entre groupes armés des 29 et 30 Juillet 2017, avec comme conséquences les regroupements de 25 888 personnes dans les 5 sites de déplacées dans la ville de Batangafo, aucune action d'appui en vivres n'avait pu être organisée. Un acteur humanitaire a démarré, le 16/08/2017, la distribution de 162 tonnes de vivres au profit de 25 888 PDI dans les sites pour 15 jours.</p> <p><u>Santé</u> : Au cours de la semaine passée, l'hôpital de Batangafo a enregistré 2 cas suspects de rougeole dont l'un en provenance de la sous-préfecture de Bouca. En date du 11/08/2017, les prélèvements chez les patients ont été envoyées à l'institut Pasteur de Bangui pour test. Le 17/08/2017, les résultats des tests de contrôle ont été déclarés négatifs. L'élargissement de la zone géographique de contrôle de la maladie sur tous les axes routiers demeurent problématique.</p> <p><u>EHA</u> : La crise des 29-30 Juillet 2017 à Batangafo a eu comme corollaire non seulement le regroupement de 25 888 personnes dans 5 sites mais aussi a impacté les conditions de vie de ces PDI, notamment au niveau du secteur EHA du fait de l'insuffisance des infrastructures sanitaires, du manque d'entretien et des capacités limitées des acteurs à fournir de l'eau potable dans certains sites (Bercaïl, Catholique, Frères). La station de traitement et de pompage d'eau ne fonctionne pas. Dans la semaine du 07 au 13 Aout 2017, un acteur humanitaire a travaillé à la mise en place de la réponse auprès de ces PDI, notamment, la finalisation d'une cabine de 6 portes de douche et une cabine de 4 portes de latrines à Bercaïl, la distribution, des matériels de travail bacs à ordures, pelles et brouettes dans les sites de Bercaïl et de l'hôpital la distribution des kits et consommables de nettoyage des latrines et douches dans 6 sites et la réhabilitation de 2 forages, respectivement au quartier Haoussa 2 et dans le site de Minusca. La contrainte actuelle reste les inquiétudes dans la mise en œuvre des activités causée par les groupes armés.</p>	
	<p align="center">Préfecture de Haute-Kotto / Sous-préfecture de Bria / Bria</p> <p><u>Protection</u> : A Bria, des affrontements ont eu lieu entre les groupes armés du 16 au 19 août. Le bilan fait état d'environ 19 morts, 16 blessés (dont 3 cas graves) et des maisons incendiées. Malgré une accalmie relative observée depuis le 20 août, des rumeurs d'une éventuelle incursion de groupes armés s'intensifient. Ces violences ont une fois de plus impacté sur les activités humanitaires qui se sont réduites qu'aux réponses en santé et en WASH (approvisionnement en eau) pendant cette période.</p>	<p>Zone Est :</p> <p>Suivi de la situation à Bria</p> <p>Plaidoyer pour un renforcement de la protection des civils.</p>

<p>Zone Est</p>	<p style="text-align: center;">Préfecture de Haut-Mbomou / Sous-préfecture Zemio / Zemio et Kadjéma</p> <p><u>Protection</u> : Le 17 août, des combats ont opposé des éléments armés dans la ville de Zemio. 14 personnes ont été tuées (chiffre final à confirmer) et un certain nombre de personnes blessées. Des cas de pillage ont été enregistrés notamment au niveau de l'hôpital où se trouvaient environ 5 000 PDI. Près de 2 000 personnes se seraient réfugiées en RDC et s'ajoutent aux plus de 4 000 qui y étaient depuis juillet. Les personnes se sont déplacées également sur les sites de Bandassi, Koumboli, en brousse et sur l'axe Zemio-Rafaï, notamment à Dembia (85 km axe Zemio-Rafaï).</p> <p><u>Protection</u> : Des informations font état d'une incursion de présumés éléments de la LRA le 17 août, à Kadjéma (45 km de Obo et à l'Est de Zemio). La radio d'une organisation a été saccagée, l'opérateur radio a été kidnappé ainsi que d'autres personnes (chiffre non encore disponible). Des mouvements de population auraient également eu lieu vers la RDC et en brousse.</p> <p>Le 18 août, une incursion de présumés éléments LRA a eu lieu dans le village Kitessa (PK40 de Zemio sur l'axe Zemio-Mboki). Le bilan humain et matériel de cette attaque du village Kitessa n'est pas connu.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de Ouaka / Sous-préfecture Kouango / Kouango</p> <p><u>Abris</u> : Le 15 août, le bilan des dégâts d'une pluie diluvienne à Kouango, fait état de 140 maisons effondrées et 166 ménages (pour 932 personnes) sinistrées. Ces derniers demeurent dans les familles d'accueil et dans la concession d'une église. Les besoins urgents sont en abris.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de Basse-Kotto / Sous-Préfecture Alindao / Alindao</p> <p><u>Accès humanitaire / EHA</u> : Le 11 août, 3 camions transportant des équipements WASH à destination d'Alindao, ont été détournés par des éléments armés. Ces équipements étaient destinés à la construction de 200 latrines et 105 douches sur les 04 sites des déplacés à Alindao au profit des déplacés dans les 4 sites de la ville. A ce jour, aucun matériel n'a encore été restitué à l'organisation humanitaire en dépit des démarches effectuées. Cet incident qui est le deuxième en moins d'un mois, illustre les défis de protection, de sécurité et d'accès humanitaire auxquels sont confrontés les acteurs et la communauté d'Alindao.</p>	<p>Plaidoyer pour des actions de protection des civils dans le Haut-Mbomou et précisément à Zemio, Rafaï, Kadjéma</p> <p><i>Sensibilisation sur l'accès humanitaire</i></p>
------------------------	---	---

<p>Zone Ouest</p>	<p style="text-align: center;">Préfecture de la Membéré-Kadeï / Sous-préfecture de Carnot / Carnot</p> <p><u>Protection</u> : Le 13 août, l'assassinat d'un négociant minier aux environs de la ville de Carnot a entraîné des représailles. Trois personnes ont été tuées, deux personnes grièvement blessées et transférées à l'hôpital sous-préfectoral pour prise en charge médicale et trois maisons pillées et incendiées. Cet incident à base communautaire est de nature à fragiliser les acquis obtenus des actions de cohésion sociale et de coexistence pacifique après les violences inter communautaires de fin 2013. La force internationale appuyée par la force de sécurité ont renforcé le dispositif de sécurité dans la ville.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de la Mambéré-Kadeï / Sous-préfectures de Amada-Gaza / Gamboula / Carnot / Sosso-Nakombo</p> <p><u>Education</u> : Près de 10 000 enfants en âge de fréquentation scolaire ne sont pas inscrits dans les établissements scolaires de toute la préfecture. Les filles sont les plus touchées avec un taux de scolarisation de 73,56%. Les raisons évoquées par le secteur éducation sont : l'insuffisances des infrastructures scolaires, l'absence d'actes de naissances, l'exploitation de ces enfants dans des activités minières et le mariage précoce. Le nombre important d'enfants non scolarisés pourrait conduire à l'augmentation de la vulnérabilité de ces derniers et aux risques de protection de divers ordres.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de l'Ouham-Pende/ Sous-préfectures de Bocaranga et Ngaoundaye</p> <p><u>Sécurité /Nutrition</u> : Les multiples attaques de groupes armés dans les sous-préfectures de Bocaranga et de Ngaoundaye ont eu un impact négatif sur le fonctionnement des hôpitaux de la ville qui n'arrivent plus à prendre en charge les personnes vulnérables (enfants, les retournés et les déplacés internes). Depuis juin, un partenaire humanitaire de la santé qui appuyait l'hôpital de Bocaranga s'est retiré pour faute de financement. Les personnes dans les besoins, estimées à 3267 personnes sont prises en charge par le COGES avec des moyens très limités. A Ngaoundaye, l'absence du Médecin de l'hôpital ainsi que le manque de médicaments et d'une chaîne de froid sont problématiques pour le fonctionnement de l'hôpital de la ville.</p>	<p>Zone Ouest :</p> <p>Suivi de la situation sécuritaire et humanitaire à Carnot</p> <p>Plaidoyer auprès de la force pour renforcer les patrouilles <i>sur l'axe Bocaranga-Ngaoundaye et l'axe Mann</i></p>
<p>Zone Bangui</p>	<p style="text-align: center;">Bangui</p> <p>Le plan de réponse humanitaire a été révisé le 17 Août en présence de la Ministre des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale, du Coordonnateur Humanitaire, de représentants du corps diplomatique et des représentants des agences des Nations-Unies et des ONG nationales et internationales. Un autre fait marquant a été la célébration le 19 Août de la Journée Mondiale de l'Aide Humanitaire dans l'enceinte du stade OMNISPORT de Bangui.</p>	<p>Zone Bangui :</p>



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.